

La fondation Insead et l'Observatoire de l'épargne européenne s'apprêtent à créer une base de données financières de portée académique, avec le soutien du ministère de l'Economie et de l'association de promotion de la place de Paris.

La place de Paris veut se doter d'une base de données à l'américaine

C'est le résultat de plus de trente années d'efforts, d'après ses promoteurs. Avant le mois de mai, la place de Paris disposera d'un nouveau fournisseur de données financières de portée académique, sur le modèle de la prestigieuse école de commerce américaine Wharton et de son imposant Wharton Research Data Services (WRDS). Baptisée Insead OEE Data Services ou IODS, celle-ci reprend les noms de ses deux principaux instigateurs, la fondation Insead et l'Observatoire de l'épargne européenne (OEE). La Caisse

des Dépôts et Consignations et la société d'investissement Viel & Cie figurent également au capital de la jeune société, chapeautée par le président du pôle de compétitivité Finance Innovation, Georges Pauget, et pilotée par le directeur de l'OEE, Didier Davydoff. En tout, ces quatre entités ont injecté 1,7 million d'euros, auxquels s'ajoutent les 500.000 euros alloués par le ministère de l'Economie.

L'idée de créer IODS est partie d'un constat simple : l'absence d'une base de données financières à l'échelle européenne capable de

se faire une place face aux Américains, quasi seuls à offrir aux chercheurs en finance et en économie des éléments académiques fiables sur une longue période.

Un spectre élargi

L'ambition d'IODS n'est donc pas de concurrencer des fournisseurs de données de marché comme Bloomberg, Thomson Reuters ou Markit, mais d'agréger des éléments financiers sur plusieurs années sur un spectre élargi (épargne, entreprises, marchés, fonds d'investissement), a expliqué hier

Didier Davydoff. Le succès du projet dépendra non seulement des partenariats qu'IODS a noués avec l'OEE, la Banque de France et le centre de recherches EuroFidai, mais aussi des accords que la jeune entreprise pense concrétiser avec des organismes tels que Telekurs, Bureau Van Dijk, Morningstar ou encore Lipper. Pour l'heure, IODS table sur des abonnements annuels de l'ordre de 5.000 euros par an et vise un chiffre d'affaires d'environ 2 millions d'euros pour atteindre l'équilibre financier, prévu en 2013.

M. RN